Phrases assassines

Par JFB le mar 24/02/2009 - 11:30

Le préfet de police de Miskolc pourra continuer son travail

« Les agressions en pleine rue sont toutes déclenchées par des Tziganes ! », avait annoncé Albert Pásztor, le préfet de police de la ville Miskolc qui a aussitôt été relevé de ses fonctions, avant de les reprendre…

Le 30 janvier, le préfet de police de Miskolc, Albert Pásztor, a prononcé un discours injurieux à l'égard de la minorité tzigane en disant que: «Les agressions en pleine rue [à Miskolc] sont toutes déclenchées par des Tziganes». Selon les statistiques du préfet, au cours des deux derniers mois, les huit agressions commises à Miskolcs l'ont été par cette minorité.

Pásztor a été immédiatement déplacé par József Bencze, le préfet de police général. Pourtant, peu de temps après, il a été réintégré dans ses fonctions. Tibor Draskovits, le Ministre de la Justice et de la Police a souligné que Pásztor avait franchi une frontière délicate et interdite : «Un préfet de police ne devrait pas déclarer une telle chose en Hongrie.», a-t-il dit.

En Hongrie, depuis le changement de régime politique, il est – théoriquement – interdit de collecter ce que l'on appelle des «données spécifiques», c'est-à-dire de caractériser quelqu'un par son ethnie, sa religion, ses préférences sexuelles et son avis politique. Pour la police, il est donc interdit de prendre en considération de telles données, et pour la presse de communiquer ce type d'informations sans la permission ou la volonté explicite de la personne concernée. Pourquoi donc l'origine des coupables est-elle prise en considération par la police de Miskolc ? Selon Pásztor ce sont les coupables eux-mêmes qui avouent leur identité à la police. Il affirme que parfois c'est dans leur propre intérêt de le faire car les circonstances peuvent éventuellement réduire leur peine.

Après les propos scandaleux de Pásztor, ses collègues, plusieurs partis politiques et même le voïvode tzigane de la région l'ont défendu. Le maire de la ville, Sándor Káli (MSZP) souligne que Pásztor n'a dit que la pure vérité et qu'il faut envisager ce problème de façon explicite au lieu de licencier le préfet. Son avis est partagé par

les organisations locales du Fidesz et du SZDSZ. Le voïvode Attila Lakatos s’est aussi révolté contre la décision de renvoyer Pásztor. Selon lui, il faut analyser la situation sur place, on ne devrait pas juger le préfet si l’on ne connaît pas la délinquance à Miskolc.

Une grande manifestation de soutien à l’égard de Pásztor a été organisée à Miskolcs le 1er février et a réuni de 3000 à 4000 personnes. Y ont participé des civils, plusieurs organisations d’extrême droite: la Gárda Magyar et le Jobbik. Les manifestants ont par ailleurs insisté pour que le ministre Draskovits soit licencié.

Albert Pásztor a reçu une mise en demeure mais il conserve ses fonctions. Il est toutefois urgent que le pays lutte contre les stéréotypes qui poursuivent les Tziganes, sinon l’extrême droite gagnera du terrain. Or, leur popularité augmente du jour en jour...

Tímea Ocskai

-

Catégorie
Agenda Culturel